

Vers une économie politique des conflits au ras du sol

Jean-Marc Ela*

Abstract: To what extent is conflict central to the day-to-day life in Africa, where millions of men and women are confronted with the crises of the state and economy as a result of adjustment and globalization processes underway? The paper highlights that the dynamics of violence are deeply rooted in the day-to-day life and sheds light on the crises undermining the very foundations of African societies. It argues that such an understanding forces us to recognise the 'disenchantment' process unfolding in contemporary Africa, revisit the logics of frustration and exclusion affecting weakened communities (populations) and to grasp the origins of the conflicts in Africa to day.

Réhabiliter la banalité

Pour préciser le cadre d'analyse qui oriente la recherche sur ce domaine dont l'exploration est un défi aux sciences sociales en Afrique, des choix théoriques sont nécessaires et doivent nous préoccuper dans ces considérations préalables. Depuis des années, nous avons pris conscience de la nécessité et de l'urgence de redonner toute son importance à la banalité afin d'approfondir l'intelligence des réalités humaines et sociales en milieu africain. Peut-être n'a-t-on pas suffisamment perçu les nouveaux enjeux de la connaissance dans ces sociétés où, en un sens, le plus important n'est pas nécessairement ce qui se voit, mais ce qui se cache. Plus précisément, les objets longtemps boudés par la recherche technocratique sont les plus révélateurs pour la compréhension en profondeur du vécu de nos sociétés en gestation. Dès

* Professeur invité au département de Sociologie, Université Laval, Canada.

lors, l'on ne peut écarter du champ d'analyse ces objets arbitrairement jugés indignes pour la recherche.

En fait, comme le suggèrent les travaux pionniers d'Henri Lefebvre sur la quotidienneté, il faut changer de regard pour redécouvrir les faits en apparence informes et insignifiants et les soumettre à l'analyse critique. A cet égard, «l'analyse de la vie quotidienne a pour but de révéler la richesse cachée sous l'apparente pauvreté du quotidien, dévoiler la profondeur sous la trivialité, atteindre l'extraordinaire de l'ordinaire» (Lefebvre 1958).

Il s'agit de retrouver le rôle des mille petites superstitions attachées aux mots et aux choses, aux gestes et aux faits de tous les jours. Bref, il faut revenir au quotidien pour redécouvrir «l'homme ordinaire» dans les lieux où, grâce aux «arts de faire», aux ruses subtiles, aux «tactiques» et «stratégies» qui mettent en œuvre les pratiques inventives par lesquelles il tente de faire face à la violence des choses (De Certeau 1999). On entrevoit l'épaisseur du quotidien qui constitue le lieu privilégié où se déploient les formes variées de «l'intelligence de la ruse» (De Certeau 1990:65). En auscultant la vie ordinaire, l'observateur attentif trouve une foule d'indices qui fournissent à l'analyse un vaste répertoire permettant de comprendre les «manières de faire» qui témoignent de l'inventivité des acteurs sociaux. Des pans de vie en société deviennent ainsi les signes et les mémoires de la société. Car, si l'analyse de la vie quotidienne s'impose, c'est qu'elle s'ouvre sur l'ensemble du social. A la limite, la quotidienneté en tant que réalité et concept peut être prise comme fil conducteur de la connaissance de la société dans l'exacte mesure où le quotidien s'inscrit profondément dans le global: l'Etat, l'économie, la culture, etc. Une nouvelle génération de chercheurs africains commence à prendre conscience de la fécondité de ces approches qui valorisent la banalité. Qu'il suffise de rappeler les notes de Mbembe sur la post-colonie ou ses analyses des images et des représentations du pouvoir à partir des

caricatures. On assiste à la mise à nu de tout un système politique à travers les formes de vulgarité du langage et des mœurs dans les sociétés où le sexe, la bouffe et la politique sont en interrelation constante. De ce point de vue, rien ne peut être négligé si l'on veut réellement découvrir «le dessous des choses» en Afrique. Les «manières de parler» qu'une société invente à un moment de son histoire doivent particulièrement retenir l'attention. Au-delà des discours officiels et des langages institués, il importe de se mettre à l'écoute de ce qui se dit dans un pays lorsque tout un peuple se fâche. C. Monga l'a bien compris en mettant en lumière les dimensions politiques de la colère à partir des formes de désobéissance civile qui ont surgi au Cameroun dans le cadre des «villes mortes». Cet événement oblige à retrouver tout le poids de la banalité dans l'analyse des stratégies et des procédures mises en scène par des groupes sociaux. Tout le problème est de savoir s'il ne faut pas reconsidérer le «banal» et «l'insignifiant» pour repérer les dynamiques et les logiques qui travaillent en profondeur de l'Afrique contemporaine. Si l'Afrique en colère est un défi aux politicologues, ne faut-il pas investir toute la vie ordinaire pour construire «une véritable anthropologie de la quotidienneté» (Monga 1994:10) en vue de renouveler l'intelligence de l'Afrique contemporaine.

Nous entrevoyons la nécessité d'une archéologie de la violence et des conflits dans les sociétés africaines qui ont leurs «arts de faire» en mettant en œuvre des «ruses et tactiques» (De Certeau 1990:65). Cette démarche s'impose si l'on se décide à revenir au concret pour retrouver la «banalité de l'horreur» et montrer comment la «tragédie» est quotidienne dans l'Afrique contemporaine. Une telle reconversion est impossible sans une mutation de regard. Si l'on s'en tient aux mises en scène des médias, quand on parle des conflits en Afrique, on pense d'abord aux guerres, aux massacres et aux génocides. En fait, la plupart des études, reportages et recherches se concentrent sur les affrontements armés qui se multiplient dans les différentes régions du

continent. Un autre regard nous oblige à prendre en compte et à reconsidérer la centralité des micro-conflits qui structurent les sociétés africaines et s'inscrivent dans les trajectoires de la vie quotidienne. C'est à peine si les médias s'attardent sur ces conflits. Lorsqu'ils sont repérés ici ou là, c'est pour être réduits en faits divers. Plus souvent, on n'en parle pas. Ils ne représentent aucun intérêt pour l'actualité. C'est pourquoi, on préfère les taire ou simplement les ignorer. Ils ne semblent inquiéter personne. Pour les chercheurs eux-mêmes, beaucoup les tiennent en médiocre estime: ils ne méritent pas que l'on y investisse des capacités d'analyse. Bref, ils ne sont pas des objets dignes pour la science. Pour nous, il faut réhabiliter ces conflits longtemps négligés et méconnus. Car, ils dissimulent les risques et les violences dont on ne soupçonne pas la gravité et l'ampleur de leurs conséquences. De toute manière, ces conflits ne peuvent être écartés du champ d'analyse de la quotidienneté. Il nous faut donc mettre à jour les risques et les violences dont ils sont porteurs. De fait, au même titre que les guerres, les conflits que l'on tend à refouler des centres d'intérêts officiels déterminent les rapports sociaux et conditionnent les normes, voire la culture d'un grand nombre sans cesse grandissant d'Africains de cette fin de siècle. A la limite, les conflits au quotidien provoquent les ruptures dans les identités que se façonnent les acteurs et dans leur rapport au monde qui les entoure.

La fin de l'exotisme

L'analyse de ces conflits ouvre de nouveaux champs de recherche dont il faut approfondir les enjeux pour une nouvelle connaissance de l'Afrique. Il convient ici de rompre avec un stock d'images et un système de représentations qui considèrent les sociétés africaines comme des «sociétés froides» et harmonieuses. Nul n'ignore le poids de ces images et perceptions qui entretiennent le mythe de l'exceptionnalité africaine dans les contextes socio-culturels où l'exotisme alimente les rêves d'un monde où tout n'est que ordre et

beauté. Pour certains, l'Afrique est encore un des lieux où l'homme vivrait en communion non seulement avec la nature, mais en parfaite convivialité avec ses semblables. On en vient à célébrer le sens de l'hospitalité chez les Africains et à réactiver le mythe du communautarisme qui serait une spécificité des sociétés noires. Face à la crise qui secoue le continent, des enquêtes ne cessent de relever les pratiques de solidarité et la résurgence des réseaux d'entraide au sein des contraintes que de nombreuses catégories sociales s'efforcent de surmonter en investissant sur les obligations de parenté et les logiques de lignage.

L'on risque d'oublier les stratégies élaborées par les sociétés traditionnelles pour exorciser la violence en brisant les forces de transgression de l'ordre établi. Des tentatives subtiles visent à désamorcer les tensions et les conflits qui ne peuvent être masqués. Ainsi, les fêtes et les rites cherchent à célébrer l'unité autour de l'ancêtre commun de manière à gérer les ruptures et les désordres par un processus de dramatisation et de sacralisation du jeu des forces antagonistes. A travers ce jeu, il s'agit de «tenir» la société en lui faisant croire qu'il n'y a pas de conflits en son sein. Mais les rites organisés pour retrouver un équilibre précaire attestent qu'une société sans conflit serait impensable. Comme G. Simmel l'a bien entrevu au début de ce siècle: aucune société ne saurait prendre une forme déterminée «sans une certaine proportion d'harmonie et de discorde, d'association et de compétition, de tendances favorables et de tendances défavorables» (Simmel 1908:31-32). Bref, «sans le conflit, aucun groupe social n'aurait la capacité de manifester «un processus de vie réelle» (Simmel 1908).

Si l'on reconnaît ce rôle du conflit au centre de la vie sociale, ce qui doit préoccuper la recherche c'est le souci d'identifier les «soupapes» de sécurité qui délivrent la société de tensions qui la menacent; il faut aussi découvrir les techniques par lesquelles les groupes humains

s'organisent pour renforcer leur cohésion interne en surmontant les dissensions et les clivages qui les guettent. En tout état de cause, les dynamiques conflictuelles qui contribuent au maintien des sociétés vivantes ruinent la vieille image unanimiste des sociétés africaines. Ce qui met à nu la fausse unité de ces sociétés aujourd'hui, c'est l'émergence du système d'inégalité et de domination inhérent à l'avènement de l'Etat postcolonial en Afrique. Les langages populaires ne s'y trompent pas lorsqu'ils distinguent clairement les «gens d'en haut» et les «gens d'en-bas». En tenant compte des déséquilibres internes dans les pays où les stratifications sociales se renouvellent, on peut se demander s'il n'y a pas ici un potentiel énorme de conflictualité prêt à éclater dans les sociétés où la précarité et la pénurie constituent la trame de la vie quotidienne. Si les conflits déterminants ne se réduisent pas à des guerres, comment occulter les espaces d'insécurité créés par des disparités croissantes qui font de la quotidienneté un lieu de conflit enraciné dans les structures de la vie sociale. Ce constat oblige à retrouver les conflits dans les structures du quotidien. Dans cette perspective, les objectifs à atteindre par l'analyse peuvent être définis par les questions suivantes: comment esquisser la morphologie des conflits qui résultent des disparités économiques et des déséquilibres des sociétés en mutation? Ne faut-il pas resituer l'analyse des conflits dans les espaces de marginalité sociale où la vie de nombreux Africains s'enracine? En définitive, comment rendre compte des nouvelles formes de pathologie sociale et d'insécurité sans repenser les conflits à partir de la vie quotidienne? Ces questions invitent à procéder à une réappropriation critique et une reconceptualisation des conflits à partir du «monde d'en bas» où se posent les vraies questions de la vie quotidienne en Afrique. A la limite, il s'agit de mettre en lumière les formes spécifiques de la violence au cœur du processus de la crise de l'Etat et du basculement des pans entiers de la société vers l'«informel» et le «souterrain». La tâche est immense. Il nous suffit de poser les jalons d'une économie politique des conflits au ras du sol. Plus profondément, l'on se propose de vérifier dans quelle mesure la

«banalisation de l'horreur» offre une grille de lecture pertinente de la quotidienneté en milieu africain. En vue de répondre aux objectifs définis autour des questions de fond que nous venons de rappeler, les pistes de recherche que nous proposons d'explorer s'articulent autour des rapports entre le pouvoir, la débrouille et la violence. En restant fidèle aux cadres théoriques de recherche qui s'imposent à notre objet d'analyse, notre réflexion situe la rue au centre d'une problématique des rapports entre conflictualité et quotidienneté. Nous examinerons alors les stratégies par lesquelles les acteurs réagissent aux mécanismes de violence auxquels ils sont confrontés. Nous nous interrogerons ensuite sur les facteurs susceptibles d'éclairer le regard sur le rythme et l'intensité des conflits qui surgissent dans un contexte où l'ordre et le désordre ne sont plus gérés par des processus de ritualisation destinés à reconstruire l'unité sociale. Au-delà des conflits de grande extension qui retiennent aujourd'hui l'attention, il importe de cerner les conflits plus discrets ou plus quotidiens qui sont à l'œuvre au sein des systèmes sociaux.

Famille, sexe et conflits

Dans cette perspective, un nouveau regard sur la famille africaine s'impose. Car, les relations entre époux ne correspondent pas toujours à ce qu'on imagine du dehors. Rares sont les ménages où l'harmonie est établie et où la convivialité règne en permanence. L'image des couples heureux relève de la fiction. La vie à deux est un drame masqué par les apparences qui prennent des formes multiples. Une biographie des ménages permettrait de découvrir la variété des relations conflictuelles qui constituent la trame de la vie conjugale. Il s'agit souvent des tensions profondes portant sur l'intimité familiale. Qu'il suffise d'évoquer les scènes de ménage autour de la grande palabre du corps. Relevons ici la charge symbolique du regard dans les sociétés africaines où, traditionnellement, l'amour investit peu le toucher comme le rappelle l'absence de la caresse à laquelle Jean-Paul Sartre accorde une

place centrale dans les rapports avec autrui (Sartre 1980). Si l'intensité des liens conjugaux s'exprime davantage dans les lieux d'intimité, le regard est une parole dense dont le sens dévoile publiquement les intentions exprimées par les conjoints. En Afrique noire, on se souvient de la force du «mauvais regard» à travers lequel se révèle le «mauvais cœur». Dans ce contexte, tout se dit par les yeux qui sont le miroir de la subjectivité! Ainsi, la colère, les reproches, la réprobation ou la révolte se laissent deviner par la manière de regarder l'autre. Or, un mauvais regard peut être à l'origine du conflit dans la mesure où il est interprété comme une menace ou une provocation. Aussi faut-il contrôler ses regards pour éviter les frictions inutiles. Parmi les gestes qui parlent dans une vie de couple, le refus de manger la nourriture soigneusement préparée par sa femme constitue un acte de rejet qui d'emblée crée une situation de crise dans la vie familiale. Ce geste signifie d'abord que quelque chose ne va pas entre époux. Il traduit le désaccord et met à jour un climat d'hostilité qui n'attendait qu'une occasion pour éclater. Le refus de manger met en cause le lien conjugal. Pour saisir la portée de ce geste, la femme comprend que son mari a d'autres partenaires auprès desquelles il s'alimente. Ce qui paraît banal devient un incident qui éveille tous les soupçons. Comment résister à la tentation de croire que l'homme se laisse entretenir hors-mariage dans les milieux où le «phénomène des bureaux» tend à devenir une véritable institution? On l'observe dans les villes africaines; avec les nombreux «chantiers» ou «maquis» qui sont des lieux de rencontre et d'intimité, l'on peut se permettre d'échapper à la monotonie des repas familiaux. Dans certaines familles, les hommes rentrent chez eux la nuit après les moments de loisir qui échappent au contrôle de la femme dont on imagine les frustrations souvent voilées par le silence. Ainsi, le refus de la nourriture s'inscrit dans un système de signes qui met en lumière les formes de rupture qui menacent l'harmonie des ménages. Au cœur des conflits qui surgissent, comment ignorer les problèmes plus aigus et parfois violents posés par les relations sexuelles au sein des ménages? A force d'être répétés, ces problèmes sont si graves que tout est fait pour

les vivre en secret. Pendant longtemps, ils sont restés un véritable tabou dans les sociétés africaines. Aujourd'hui, les femmes n'hésitent plus à en discuter dans leurs associations. Des enquêtes sur la famille nous éclairent sur le vécu sexuel lui-même. Or, celui-ci est un domaine où la conflictualité se vit au quotidien. En dehors des relations sexuelles hors-mariage qui peuvent conduire à la rupture, c'est le rythme de ces relations qui, souvent, est source de tensions compte tenu des divergences qui se manifestent entre les partenaires. Une femme de 36 ans, mariée depuis onze ans, affirme:

Mon mari veut faire l'amour tous les jours même quand je suis fatiguée. Quand je refuse, il devient tout malheureux et me supplie, alors j'ai pitié de lui... En ce moment-là, tu ne peux plus savoir que c'est lui qui me fait souvent la gueule en disant qu'il va prendre une deuxième femme. Il me fait souvent des chantages, des menaces; le jour, je prends des décisions dures et la nuit quand il veut la chose, tu ne le reconnais pas, il devient tout petit, il supplie, parfois il a envie de pleurer, j'ai pitié et je cède... J'en ai parlé à ma sœur, qui elle, a un cœur dur, elle me dit de serrer et de profiter en ce moment pour l'obliger à me faire tout ce que je veux. On négocie, mais ce n'est pas toujours facile parce que lui n'a que ça à faire alors que moi j'ai d'autres charges le jour.

Constatons le renversement des hiérarchies qui s'opère autour des enjeux sexuels. Le pouvoir masculin ne semble s'imposer que le jour. Dès que la nuit tombe, ce pouvoir s'écroule. Certes, par les menaces qui sont une stratégie où se déploie la ruse de l'homme, celui-ci cherche à préserver sa position en rappelant sa capacité à recourir à d'autres solutions pour réagir au refus de sa femme. Mais ces manœuvres sont vaines. Bien plus, elles révèlent les limites de celui qui doit se faire «tout petit» pour satisfaire son désir. Dans ces conditions, en faisant «la dure», la femme montre que son corps dépend d'elle seule. Par là, le pouvoir de la nuit est un privilège qu'elle ne peut céder que si l'homme accepte de négocier en se soumettant aux exigences de son épouse. On le voit: la relation au corps se vit dans un rapport de force dont l'intensité est d'autant plus grande que l'acte sexuel se fonde sur un système d'inégalité et de domination. Il n'est pas nécessaire d'insister

sur la crise de ce système au moment où, confrontées au risque du sida, les nouvelles générations de femmes ont tendance à exiger l'utilisation des condoms. Au cours d'un entretien sur les étudiants mariés à Yaoundé, une étudiante en philosophie rapporte:

Depuis qu'on parle du sida, nous avons de plus en plus des problèmes. Lorsque mon mari veut aller avec moi, je ne suis jamais sûre de ce qui peut m'arriver. Je me méfie de plus en plus et j'ai peur. Sachant ce qui se passe sur le campus ici à Ngoa où les garçons veulent avoir plusieurs «petites», je tiens à ce que mon mari prenne quand même des précautions. Je lui demande de mettre la «chaussette» comme on dit. C'en est pas facile. Il trouve toujours un prétexte en disant «Tu ne me fais pas confiance». Cela nous dérange. Pour moi, je veux lui prouver qu'il peut compter sur moi, mais ma santé c'est quand même important. Il n'est pas question de la mettre en danger pour répondre aux avances de mon mari. Tous les jours, la radio chante: «conseil pratique pour éviter le sida, pour ne pas en mourir...» mais mon mari lui, il rit quand il entend cela et répète que c'est l'affaire des Blancs. Pour moi, c'est très grave, il est quand même jeune et je ne suis pas la seule femme sur le campus. Et avec moi, il ne veut pas utiliser le condom. Les corps de l'homme et de la femme, dit-il, sont faits pour se toucher. Il veut le «full contact» comme on dit ici.

Ce cas n'est pas unique. Il résume les attitudes et les comportements qui provoquent des conflits dans de nombreux couples. A ces difficultés s'ajoutent les problèmes posés par «l'ingérence» de la belle-famille qui considère la femme mariée comme une étrangère dans son ménage. Les sœurs et les frères du mari se croient tout permis. Non seulement tout leur est dû quand ils arrivent chez leur frère, mais celle qui est supposée être la maîtresse de maison doit se contenter de regarder, sans réagir, la parenté de son mari se servir des biens dont elle est réduite à n'être que la gardienne. Les relations avec la belle-famille deviennent alors une source de graves discussions dans le couple.

L'autre forme d'ingérence qui peut nuire à la vie du couple est celle des parents de la femme qui sont prêts à couvrir tout ce que fait leur fille afin de contrôler les ressources de son mari surtout lorsque celui-ci occupe une position privilégiée dans la hiérarchie sociale. Dans ce cas

le mari devient comme un étranger dans son foyer où les grandes décisions sont prises sous la pression de son beau-père ou de sa belle-mère. On comprend alors que les contacts fréquents avec la belle-famille, principalement avec la belle-mère et les belles-sœurs ne sont pas toujours souhaités dans la mesure où les relations tendues avec la famille élargie sont à la fois expression et source de graves dissensions dans le couple.

Sans négliger les rivalités qui font des familles polygamiques un lieu de violence au quotidien, soulignons la gravité des conflits qui surgissent autour de l'argent. Si la monétarisation de l'économie affecte les rapports sociaux depuis la colonisation, elle crée les déséquilibres et les perturbations entre les sexes. Tous les maris ne favorisent pas le travail salarié de leurs femmes. Ils se rendent bien compte de la relative indépendance que les femmes acquièrent par l'exercice d'une activité dont les revenus échappent à leur contrôle. Tout se passe comme si les hommes avaient peur de perdre leur autorité et leur prestige. Pour éviter ce risque, certains en arrivent à empêcher leurs femmes d'accéder à un niveau d'études supérieures pouvant les conduire à un statut socio-professionnel qui situerait la femme au-dessus de son mari. Il n'est pas rare que les diplômes des femmes soient brûlés par leurs maris. Plus souvent, ces diplômes sont cachés durant les périodes où la femme peut préparer un concours pour tenter sa chance dans la vie professionnelle. Si d'autres consentent au travail féminin dans le secteur informel, c'est parce que cette activité précaire se situe dans le prolongement des tâches domestiques. Car, l'essentiel des dépenses nécessaires à la vie du foyer est assuré par le mari. Certes, avec la montée des femmes chefs de ménages, on assiste à une révolution silencieuse qui transforme les rôles familiaux. Dès lors, l'autorité de l'homme est en question. Ainsi, les mutations familiales en cours engendrent une nouvelle conflictualité dans la mesure où la prise en charge de la gestion du budget familial par la femme accroît son emprise sur les décisions importantes et met en cause le principe de la

suprématie masculine. Les conditions de vie en milieu urbain mettent en lumière ces conflits d'autorité qui se multiplient dans un contexte socio-économique où de nombreux agents de l'Etat sont soumis aux compressions imposées par les Programmes d'ajustement structurel.

L'on n'a pas encore suffisamment mesuré l'impact de la crise économique et des mesures d'autorité dictées par le FMI et la Banque mondiale sur les relations matrimoniales en Afrique noire. La fin du salaire élevé et régulier expose les ménages à des formes d'explosion dont les conséquences peuvent être fatales. Comme on l'observe au Cameroun,

les problèmes matrimoniaux déjà endémiques dans ce pays deviennent monstrueux et banals à cause de la famine du salaire disparu. Des plaintes se font de plus en plus nombreuses au niveau des paroisses, des hôpitaux et des tribunaux... Au ministère des Affaires sociales et de la Condition féminine, jusqu'en 1992 un assistant social pouvait enregistrer en moyenne 60 cas de conflits conjugaux en six mois. Il était souvent question des cas classiques: adultère, incompatibilité d'humeurs, etc. Mais depuis les compressions dans certaines sociétés de la place, les deux baisses de salaire des fonctionnaires, les trois assistants sociaux que compte la Direction de la famille reçoivent environ 1000 cas de perturbations matrimoniales par mois pour la seule ville de Yaoundé (...). La fréquence des litiges est aujourd'hui telle que les assistants sociaux sont débordés (Pangop 1994:9).

Ainsi, le difficile accès au marché matrimonial ou le report de l'âge d'entrée en union ne sont pas les seuls effets de la crise en matière de nuptialité dans les pays d'Afrique subsaharienne comme nous le rappellent les travaux des démographes. C'est aussi la fragilité des unions qui s'impose à l'observation dans un contexte où tous les alibis sont bons pour divorcer. Bien plus, dans les familles écartelées entre les salaires insignifiants et le chômage, la vie conjugale tend à devenir un véritable foyer de tensions.

Trois mois après la baisse des salaires, M. Beko n'arrive plus à subvenir aux besoins de sa famille jadis paisible. Néanmoins, Mme

Beko vend des beignets dans le hangar qui leur servait de garage. Le mari ne lui apporte aucun soutien. Très vite, son petit capital s'effondre, les factures impayées s'accumulent. Pire, la fille aînée est renvoyée du lycée, où travaille son père, pour non paiement des frais de scolarité. Mme Beko veut des explications. Son mari tempête. Alors éclate le conflit: refus de manger, rentrées tardives, boycott des rapports sexuels, sorties intempestives, violences, etc. Après enquêtes, Mme Beko se rend compte que son mari a une liaison extra-conjugale avec une femme libre et salariée (Pangop 1994).

L'histoire de ce ménage illustre les mises en scène de la conflictualité dans ces pays d'Afrique où «Le dehors est dur».

Pouvoir, débrouille et violence

Au-delà des conflits familiaux, des conflits de proximité et de voisinage, des conflits de cultures et de générations liés au choc de la différence entre les sociétés africaines et une modernité venue d'ailleurs, il convient de mettre l'accent sur les enjeux socio-politiques et économiques des conflits qui surgissent dans les modalités des rapports au pouvoir et aux ressources. Si l'homme est un être de chaque jour, une attention particulière doit être accordée à l'examen des fondements qui rendent compte des dynamiques de violence et des situations conflictuelles dans la vie quotidienne. A cet égard, nous devons considérer les tendances lourdes qui résultent de l'insécurité face au champ grandissant de l'arbitraire. Nous devons également nous interroger sur les effets de la précarité et de la pénurie dont on ne peut occulter les incidences sur l'ensemble des tensions et des conflits de la vie quotidienne en Afrique.

Dans cette perspective, l'analyse des liens entre les phénomènes de conflits et la quotidienneté s'articule autour des rapports entre l'Etat et le citoyen. Mais pour respecter la démarche qui oriente notre étude, il nous faut encore revenir, comme dans les réflexions précédentes, sur les

lieux de la banalité. En effet, depuis les années 1990, la rue est devenue un espace du politique dans les pays d'Afrique. Sans nous arrêter sur la symbolique de la rue qui tend à devenir lieu de vie et d'activités comme le rappellent les milliers de jeunes qui vivent hors de leurs familles dans les villes africaines, un constat s'impose: la rue est l'espace particulier où peuvent se lire et se vivre les mutations sociales, politiques et culturelles de l'Afrique à la fin de ce siècle. Au-delà des phénomènes de délinquance, de prostitution et des petits métiers qui prolifèrent, *la rue apparaît comme le lieu privilégié où le citoyen et le citoyen se rencontrent*. Précisément, les transitions démocratiques montrent comment cette rencontre a pu se faire dans les pays africains. Rappelons les formes qu'a prise la revanche des sociétés africaines face à l'Etat à partir d'une culture d'émeute et de violence qui s'inscrit dans le rapport à l'espace. Tel est le sens des mouvements de protestation par lesquels s'est affirmé le pouvoir de la rue dont l'émergence a marqué l'ouverture d'une nouvelle ère de la vie politique en Afrique noire. Au Mali, au Togo, au Cameroun, on a vu la rue monter à l'assaut de la démocratie (*Jeune Afrique Economie*, mai 1991, septembre 1991). Tenue par les jeunes et les «gens sans importance», la rue a orienté les mouvements de contestation qui ont ébranlé les mythes et les fondements de l'Etat postcolonial en Afrique subsaharienne. A Yaoundé et à Douala, on se souvient des manifestations des étudiants et la colère des «sauveteurs» qui donnèrent le départ à un cycle de contestation et de répression inquiétant. Dans ces moments de revendications, de tensions et de radicalisation des positions, le contrôle de la rue devient synonyme de capture du pouvoir lui-même. En prenant possession de cet espace, l'on assure une véritable emprise sur l'ensemble du système social et politique. On saisit l'enjeu des affrontements entre l'Etat et les manifestations.

Dans le conflit inégal qui oppose les forces de l'ordre armées de matraques et de bombes lacrymogènes et les jeunes qui le plus souvent, n'ont que des cailloux, crient des slogans ou lancent des tracts, ce qui

est en cause, c'est la réappropriation du pouvoir par le peuple en vue de la fondation d'un nouvel ordre politique. Ce processus articule la dissidence et la violence dans un contexte où, plus il y a de morts au cours des manifestations et des révoltes populaires, plus la rue se radicalise. Face à cette radicalisation, la violence brute manifeste la capacité de nuisance dont l'Etat fait preuve pour affirmer son existence. En fait, l'intensification de la coercition et de la répression est la seule réponse aux demandes sociales et démocratiques des forces politiques qui émergent. Le résultat de ces luttes s'exprime à travers un bilan lourd qui témoigne de la violence de l'Etat en Afrique. Les formes de cette violence sont multiples et variées. L'exercice de la brutalité de l'Etat se manifeste particulièrement par:

- l'occupation des campus par les forces armées et les raids militaires contre les étudiants en colère;
- l'intimidation et les contrôles policiers sur les routes;
- la constitution des anti-gangs;
- l'organisation du meurtre des opposants réels ou potentiels;
- l'élimination physique des voix qui dérangent et des intellectuels porteurs de sens;
- la répression de la presse et des syndicats revendicatifs.

La reproduction des traditions d'autoritarisme alimente les conflits entre l'Etat et la société dans les figures du quotidien. Jusque dans la rue, le campus, le marché et le domicile privé, l'Etat investit l'économie de la violence et de la mort. Chaque jour, les forces de l'ordre harcèlent les managers du trottoir dans les villes d'Afrique. A Douala et à Yaoundé, «les vendeurs à la sauvette ont chaud», titrait naguère *Cameroon Tribune* le quotidien gouvernemental d'information. De fait, ils subissent en permanence la répression des autorités municipales incapables de gérer les ordures dont les montagnes servent de points de repère dans la circulation urbaine depuis l'avènement de Paul Biya (Zoa 1995:167-183). Sous prétexte de «nettoyer la ville», on soumet les petits vendeurs de rue à l'arbitraire et à la violence du pouvoir: «je me

débrouille à enlever les ordures. Et toujours, on nous menace». Ces propos d'un jeune de Yaoundé traduisent le climat d'insécurité dans lequel vivent ces milliers de jeunes qui n'ont que leur imagination comme seule ressource face à la crise. A Dakar, le langage officiel considère ces jeunes comme «les encombrements humains» dont il faut se débarrasser alors que la ville ne cesse de pourrir sous le poids de l'insalubrité comme le rappelle le Positive Black Soul:

je te le dis, la ville est pourrie.

Dakar est pourrie

Oui, pourri pourri

La crasse a atteint le cerveau...(L'autre Afrique 1997:51).

A l'heure où les économies africaines sont frappées par une crise durable et les processus de démocratisation menacés d'interruption, l'on doit s'inquiéter du sort des étudiants et des enseignants dans ces campus qui deviennent des territoires occupés par l'armée. L'on imagine difficilement le poids des brimades et la brutalité des violences, l'arbitraire et les mesures de harcèlement politiques dont sont l'objet les enseignants et les étudiants dans les pays d'Afrique où les régimes au pouvoir affichent leur mépris souverain à l'égard de l'intelligence. Les universités africaines ne sont pas seulement livrées à l'abandon et au pillage des clients du pouvoir qui les «gèrent», elles sont aussi un espace privilégié où une population nombreuse fait les frais de la violence du pouvoir sous toutes les formes comme de nombreuses enquêtes le confirment à travers le continent (Mamdani et Diouf 1994). En violant les libertés académiques, les dirigeants africains poussent l'horreur en brisant la vie de l'esprit dans son jaillissement. C'est comme s'ils transportaient la guerre et le conflit dans l'espace du savoir en mobilisant les forces de mort contre ces travailleurs intellectuels que sont les enseignants, les chercheurs et les étudiants. Que cela se produise chaque jour au cœur des cités africaines met en évidence l'ampleur du potentiel de destruction dont les Etats africains sont capables. Pour de nombreux acteurs, les lieux de vie se confondent avec les lieux d'insécurité. Tel est le climat qui domine dans

les régimes politiques où l'on assiste au retour en force des dictatures comme on le voit au Cameroun, au Nigeria, au Togo, dans l'ex-Zaïre, etc.¹ Dans ces conditions, les risques auxquels beaucoup d'hommes et de femmes s'exposent sont énormes. Jusqu'ici, l'on a accordé plus d'importance au nombre des victimes des génocides et des conflits armés, aux capacités de destruction des biens qui résultent de ces conflits. On soupçonne mal les effets pervers des conflits quotidiens qui s'inscrivent dans les processus de transition démocratique en Afrique. Les coûts humains liés à la violence des régimes répressifs ne sauraient être sous-estimés. Ils font aussi partie des chiffres de l'horreur qui structurent la vie au long des jours et des nuits.

Pour évaluer le prix de la démocratie en Afrique, voici quelques critères qu'il faut prendre en considération à partir de ce que l'on observe dans la vie quotidienne: le nombre des victimes de la violence policière; les arrestations arbitraires et les détentions abusives; les tortures dans les camps de la mort et les commissariats de police; les bastonnades des leaders de l'opposition; la répression des centaines de journalistes et la violation de la liberté d'opinion; l'exclusion des étudiants accusés d'être à l'origine des revendications à l'université; l'état de misère et de clochardisation dans lequel on laisse mourir les universités considérées comme un foyer d'opposants et de rebelles; l'exil forcé des intellectuels, des artistes et créateurs engagés; l'intimidation et l'étouffement des forces critiques condamnées à l'exil intérieur: musiciens, écrivains, hommes et femmes de théâtre, milieux d'affaires, élites religieuses indociles.

Manifestement, ces formes de violence laissent des marques durables sur les sujets qui en sont victimes. On en retrouve les traces sur leurs familles, leurs villages ou leurs régions d'origine dans la mesure

1 Voir «Niger, Congo, ex-Zaïre, Nigeria, ... La faillite de démocratie» in *Jeune Afrique*, no. 19-23, du 11-23 novembre 1997; «L'ex-Zaïre sous la terreur de Kabila» in *Libération*, 16 avril 1998, p. 6; J. Coulon, «Dictature», in *Le Devoir*, 20 avril 1998.

où les régimes établis n'hésitent pas à priver de tout projet de développement des lieux de naissance des acteurs politiques considérés comme des rebelles impénitents. L'enclavement des régions entières ou l'obscurité dans laquelle vivent certains quartiers urbains sont la sanction que subissent les groupes humains qui s'obstinent à vivre dans l'insoumission et la désobéissance à l'égard des maîtres du pouvoir. A ce sombre bilan, il faut ajouter les accidents mortels, les incendies, les enlèvements et les disparitions organisés par les régimes en place. Nous ne pouvons oublier ici les milliers d'hommes et de femmes qui meurent d'une «courte maladie» dans les pays où les élites dirigeantes procèdent au pillage systématique des ressources publiques en livrant les populations démunies aux pharmaciens de la rue et aux guérisseurs indigènes qui s'implantent dans les capitales où les hôpitaux publics sont de véritables mouiroirs. A partir des problèmes de santé qui s'aggravent dans les processus de paupérisation en cours, on retrouve la banalité de l'horreur qui s'inscrit dans les mécanismes des pouvoirs qui tuent. Précisément, le risque de mourir est inséparable de la criminalisation de l'Etat et de l'économie dans les pays d'Afrique.

L'univers de la précarité et de la débrouille: une vraie jungle?

Pour approfondir l'analyse des conflits au quotidien, il nous faut enfin prendre au sérieux la question de la «rareté matérielle» dans une Afrique où l'on assiste à «l'irruption de pauvres». En effet, les menaces qui pèsent sur la vie de la majorité des populations africaines sont liées à l'univers de la précarité et de la disette. Cet univers est caractérisé par les situations d'insécurité matérielle et de crise de subsistance qui résultent d'un enchevêtrement de contraintes structurelles. A ce sujet, retenons principalement:

- la faillite et l'épuisement du modèle néo-colonial de croissance et de développement;

- les processus d'éviction des individus, des groupes ou des régions, des réseaux officiels d'accumulation;
- les mécanismes d'une «économie de prédation» et le contrôle des ressources stratégiques par les compagnies multinationales;
- les contraintes socio-économiques aggravées par l'enlèvement provoqué par les politiques d'ajustement structurel.

Au moment où ce qu'il est convenu d'appeler la crise se lit au quotidien, l'on doit se demander si la raréfaction des ressources face à une démographie croissante qui affecte une société engagée dans un processus irréversible du rural à l'urbain, ne constitue pas un terrain favorable à l'exacerbation de conflits en Afrique. Autrement dit, si les politiques d'ajustement renforcent les disparités et les tensions internes plus qu'elles ne les résorbent, il faut s'interroger sur la manière dont les sociétés africaines affrontent «la violence de l'argent» dans un contexte de découplage entre la croissance démographique et la création des richesses. Les tâches de la recherche sur les conflits doivent mettre à nu les effets de cette violence dans :

- les manières de manger, de s'habiller, de se loger, de s'éclairer ou de se déplacer;
- les attitudes et les comportements en matière de procréation;
- l'accès au marché de la santé, du savoir, du travail et du mariage;
- les rapports sociaux au cœur de la vie quotidienne: relations de proximité et de voisinage, visites, etc.

Pour étudier les réponses des acteurs sociaux à ces contraintes qui s'amplifient dans les pays où, plus que jamais, vivre est un défi quotidien, de nombreuses enquêtes ne cessent de souligner l'importance des «métiers de rue». En ce qui nous concerne, la question susceptible de renouveler la recherche est la suivante: l'univers de la débrouille où se déploie un imaginaire de survie ne constitue-t-il pas lui-même un champ de lutte dans un contexte où l'accès aux ressources rares est un enjeu de pouvoir? La réponse à cette question exige la mise en œuvre d'une sociologie de la débrouille qui nous paraît inséparable

de la sociologie politique. Bien plus, cette sociologie s'articule avec l'économie politique des conflits au ras du sol qui reste un champ à explorer. Dans les limites de cette étude, quelques repères ouvrent des perspectives d'analyse. En effet, l'on doit s'efforcer de revisiter «l'économie réelle» des pays d'Afrique où l'on assiste au «triomphe de l'informel». Dans cette optique, il convient de:

- restituer l'univers de la débrouille avec ses «ruses», ses «tactiques», ses «stratégies», ses «réseaux», et ses «formes d'organisation» dans les pratiques quotidiennes;
- retrouver les modes de gestion de l'incertitude par une culture du risque;
- reconsidérer le royaume de la débrouille comme un monde «féroce» et dur structuré par les formes occultes ou ouvertes de la violence. Plus radicalement, il s'agit de voir comment à travers l'art de la débrouille, les ruses de l'intelligence des gens ordinaires se manifestent par les pratiques et les comportements où se révèlent les dynamiques de l'imaginaire politique. Bref, l'on se heurte à la question de savoir si, fondamentalement, la culture de la débrouille ne réactualise pas au quotidien une mémoire d'insoumission et d'indocilité dans la mesure où les nouveaux rapports au travail, à l'argent et à l'Etat se situent en marge des règles et des normes établies.

Les justifications de cette approche viennent de ce fait: parmi les acteurs de l'économie dite «informelle», on retrouve les pratiques significatives. A cet égard, relevons les caractéristiques de ce secteur de la vie quotidienne: un état d'esprit réfractaire aux langages officiels; les pratiques des nouvelles générations qui ont tendance à rejeter les autorités, à tourner en dérision les mots d'ordre, les slogans, les discours, les tics ou les noms des dirigeants; les refus de se plier à l'ordre établi; la tendance à susciter le désordre comme source de renouvellement et facteur de création d'un ordre nouveau; la tendance à se mettre délibérément «hors-la-loi»; le refus de l'impôt: forme suprême de la désobéissance civile.

Sous cet éclairage, les stratégies de survie peuvent être reconsidérées comme des vecteurs de désaccord et d'indiscipline. Elles mettent en lumière un véritable système informel de résistance et se situent dans l'axe des rapports conflictuels entre la société et l'Etat. Un fait est sûr.

Face à l'incapacité de l'Etat à formuler des politiques sociales dignes de ce nom, les gens s'organisent: «Profession: je me débrouille». Le dynamisme et la créativité dont ils font preuve se déploient dans tous les domaines. Pour survivre, la génération des «débrouillards» ne s'embarrasse d'aucun scrupule: tendance à investir le corps par l'accélération de la prostitution; réappropriation des pratiques officielles d'extorsion et d'escroquerie; mainmise sur les circuits de la spéculation et contrôle des marchés parallèles; émergence des comportements compétitifs dans le cadre d'un ordre social fondé sur la culture de la débrouille. «On se bat/on va faire comment?». «Les ripostes à la crise» s'inventent dans un climat de tensions et de luttes qui structurent la vie quotidienne; trafic d'enfants, d'ossements humains et de drogue.

Le monde de la rue expose de nombreux jeunes à des conditions de travail où, souvent, règne la loi de la jungle comme on peut l'observer à Dakar (Benga 1997:8). Mais, «vivre de la rue» ou «dans la rue», ce n'est pas simplement affronter la violence du pouvoir dans ces pays d'Afrique où, dans le cadre de la coopération, de nombreux Etats reçoivent des armements pour le «maintien de l'ordre public» comme on l'a vu naguère au Cameroun;² c'est aussi vivre dans la psychose de l'insécurité. Dans certains quartiers urbains, aucun lieu n'est sûr. A Pikine, on a assisté naguère à des scènes d'agression incroyables: «Les agresseurs entraîent même dans les bars où ils ciblaient parfois leurs victimes avant de les attaquer une fois à l'extérieur et de disparaître avant l'arrivée de la police» (Mbodj 1997). Dans les sociétés qui

2 *Challenge Hebdo*, 29 janvier 1992, *Cameroun Tribune*, 20 février 1992.

risquent de basculer dans l'anomie et la délinquance, la sécurité ne serait-elle plus qu'une notion du passé? En effet, on voit se multiplier des lieux où l'ordre des malfaiteurs règne en maître. A Dakar, on connaît la «rue sans loi» à la Gueule Tapée. «C'est ici que les dealers et les revendeurs de la capitale règlent leur compte la nuit comme le jour devant l'indifférence de la police et des habitants» (*Sud Quotidien* 1997:8).

On le voit: la rue symbolise l'insécurité vécue au quotidien. Cette situation prend des proportions inquiétantes compte tenu du grand banditisme qui se développe dans les «villes de la peur» en pleine croissance. Si l'insécurité a ses quartiers et ses rues bien identifiées comme à Dakar, à Lagos, à Abidjan, à Kinshasa ou à Douala, les attaques armées sont une menace permanente qui pèse sur les individus à travers leurs trajectoires dans la vie urbaine. Le risque d'être agressé et d'être supprimé physiquement dans ces villes qui font place à une sorte de jungle où tout est permis, hante la majorité des populations. L'Etat n'a plus le monopole de la violence brute.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur les formes de criminalité qui investissent en force la vie de tous les jours. Ce qui nous préoccupe, c'est de mettre en lumière la «ceinture de belligérance» face à laquelle les pouvoirs établis semblent désemparés. Tout peut arriver là où «la rue prend le pouvoir». On l'a constaté naguère en Côte-d'Ivoire avec ces «dozo» qui défient les forces de l'ordre (Amandji 1996:54). Avec «la rumeur qui tue», rappelons aussi la psychose meurtrière qui s'est emparée de nombreuses villes africaines où les «réducteurs de sexe» sont lynchés par des foules en délire.³ En ces temps de crise aiguë et d'incertitudes généralisées, les voleurs présumés subissent les rigueurs de la justice populaire dans un contexte où l'on ne trouve plus

3 Voir l'enquête sur «La rumeur qui tue» dans *Jeune Afrique*, no. 1889 du 19 au 25 mars 1997, pp. 12-13; lire aussi, Ibrahima Sakho, 1997, «De la chasse aux Maures au vol de sexe» dans *Walfadjiri, Aurore*, no. 1617, août, p. 3.

nécessaire de recourir aux forces de l'ordre. Les populations inventent leurs méthodes de répression et de prévention des délits dans les «cours d'assises très spéciales» qui naissent dans les quartiers populaires. L'on s'oriente vers une sorte d'Etat parallèle au moment où l'Etat de droit tarde à naître et à s'imposer en Afrique. Au Cameroun, en Côte-d'Ivoire et au Sénégal, le boom des sociétés de protection privées témoigne de cette crise de l'Etat. Le contrôle de l'espace ne cesse d'échapper à l'ordre public au profit des sociétés de sécurité qui prolifèrent dans un climat d'insécurité qu'elles risquent d'entretenir pour justifier leur existence et se perpétuer (Soudan 1997:14-17).

Dans cette perspective, il faut prendre conscience de l'ampleur des nouvelles générations de conflits et de guerres qui se développent à travers les circuits et les réseaux informels.

Il s'agit ici d'accorder une attention spéciale à: l'apparition des formes populaires d'administration de la justice; la constitution des milices privées, des escadrons clandestins et des groupes d'auto-défense; au boom des sociétés de protection privées dans les pays où la répression ne s'exerce plus au profit d'une autorité centrale; l'organisation des nouvelles formes de pillage et de criminalité par les associations qui réalisent l'intégration régionale. Face à des jeunes armés qui sèment la terreur et l'insécurité, nous sommes en présence d'un problème de «gouvernance au quotidien»; la privatisation accélérée de la violence publique et des fonctions de souveraineté qui s'exercent dans les structures de pouvoir parallèles dans les sociétés où l'Etat s'est évanoui.

Tel est l'enjeu d'un débat qui s'impose à partir de «la violence de l'informel» dont on mesure l'ampleur au moment où l'Etat en Afrique s'avère incapable d'assurer la sécurité élémentaire de nombreux citoyens contraints de vivre dangereusement.

De toute évidence, les dynamiques de violence qui s'enracinent dans la vie quotidienne mettent à jour la crise des fondements des sociétés africaines. Elles nous obligent à reconnaître le processus de «désenchantement» à l'œuvre dans l'Afrique contemporaine. Elles imposent de «banaliser» les sociétés africaines elles-mêmes en les considérant comme les autres. Car, le développement de l'insécurité dans la vie urbaine et les formes d'agression que l'on constate à travers le continent relèvent des phénomènes universels de l'urbanisation. L'Afrique n'échappe pas à ce que l'on observe dans le monde de notre temps où l'aggravation des disparités socio-économiques va de pair avec la croissance de l'insécurité. Dans ce sens, *il faut revenir aux logiques d'exclusion et de frustration qui travaillent les populations précarisées pour saisir les fondements des conflits dans la vie quotidienne en Afrique*. Dans un contexte de crise de l'ordre social et politique, la tentation est grande de se référer à l'ethnie, à la région ou à la religion pour rendre compte des tensions et des dissensions qui caractérisent les rapports entre les groupes sociaux. Il nous faut résister aux ravages de l'africanisme pour comprendre en profondeur les phénomènes d'insécurité et les formes de violence vécues dans nos sociétés. En réalité, l'instrumentalisation de l'ethnicité relève d'une stratégie de contrôle ou de conquête du pouvoir sur fond de malaise social et économique comme on le voit au Cameroun, en Côte-d'Ivoire, en Zambie, au Congo, au Rwanda et au Burundi. Pour masquer le jeu des groupes d'intérêts, l'on capture les identités primaires afin d'imposer une mobilisation servant d'appui au projet politique dont l'objectif ultime est la mainmise sur les ressources devenues rares. Au quotidien, les conflits prolifèrent sur un arrière-plan qui se caractérise par: le désarroi dans les campagnes et la paupérisation des citadins; l'aggravation des inégalités; la déconfiture de l'Etat, l'ampleur des espaces non contrôlés par le pouvoir et la criminalisation de ceux qui le sont; l'absence de relève politique et d'alternance crédible; la recrudescence de la dimension religieuse de la vie sociale et politique.

Le contrôle de l'imaginaire

Face aux déséquilibres structurels, aux dysfonctionnements, aux fractures et aux phénomènes de désintégration sociale qui sont générateurs de tensions et de conflits, on peut se demander si la violence qui se développe dans les espaces de la marginalité sociale n'est pas un langage traduisant la révolte et le désarroi des groupes sinistrés dans un monde qui se structure sans eux et contre eux. De ce point de vue, il nous faut reconsidérer la violence urbaine dans les sociétés en crise où les jeunes sont sacrifiés par les experts du FMI et de la Banque mondiale. Nous avons évoqué plus haut le risque de mourir en prenant en compte l'impact des PAS sur la santé, l'éducation et la précarité alimentaire. Partout, on constate une augmentation du nombre de maladies et du taux de mortalité aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Dans ces conditions, l'on doit se demander si l'explosion de la violence ne pose pas la question centrale des inégalités sur lesquelles se fonde l'économie barbare dans les pays où les Etats gèrent l'enlisement. Tout se passe comme si les formes de protestation populaire se dissimulent à travers la montée de la violence notamment dans les villes africaines. Dans les rues où la révolte des sans-voix et des jeunes sans avenir se heurte aux forces de l'ordre, il convient d'approfondir l'analyse de la quotidienneté en mettant en relief les contradictions internes qui aggravent les tensions et les conflits dans les pays d'Afrique où, selon les rappeurs de Dakar, «On vit tellement le mal qu'à la limite il est banal. Faudrait bien que quelqu'un le dise tout haut. Ceci n'est pas normal».⁴

L'impuissance des élites qui se cramponnent au pouvoir à créer les conditions d'insertion sociale rend compte des stratégies de survie qui réinvestissent les logiques de violence pour refuser la banalisation du mal en Afrique. Comment passer à la «normalité» et reconstruire un

4 Positive Black Soul (PBS), 1997, *Daw thiw*, extraits de «C'est pas normal», in *L'Autre Afrique*, no. 21, 15-21 octobre, p. 51.

ordre social et politique dans un contexte d'insécurité où la militarisation de la vie quotidienne profite aux marchands d'armes? Telle est la question fondamentale que pose la violence de la rue par laquelle les «rien du tout» expriment leur colère et leur ras-le-bol. Il s'agit bien ici d'un problème de gouvernance où la sécurité publique est en jeu à partir des conflits quotidiens.

Il est intéressant d'observer l'impact de cette montée de la violence de la rue dans la production de l'imaginaire et les rituels de protection qui se multiplient dans les sociétés où la quête de la sécurité est une obsession de la vie quotidienne. Plus que jamais, Dieu est de retour en Afrique noire. Mais le diable aussi revient avec force dans l'espace du quotidien. Dans tous les milieux, pour se mettre à l'abri des dangers, chacun s'organise pour intégrer une chapelle. Les nouvelles Eglises se multiplient. Les croyances exotiques exercent une forte attraction auprès des élites: Rose-Croix, Moon, etc. En ces temps difficiles, tout se passe comme s'il fallait gérer la crise en investissant les réseaux mystiques. Les marabouts, les gourous, les exorcistes et les devins font recette. Le marché du sacré est en pleine croissance dans les sociétés africaines en mutation. La prolifération des conflits au quotidien coïncide avec l'explosion du surnaturel qui apparaît comme l'une des tendances lourdes des sociétés africaines contemporaines. Des groupes entiers vivent sous l'emprise de l'invisible à travers les croyances et les pratiques qui donnent à penser (Bayart 1996:129-138).

Relevons les aspects les plus saillants de ce phénomène:

- la quête d'utopie et de libération dans l'imaginaire à partir des frustrations engendrées par les mécanismes de pauvreté et d'exclusion;
- le retour en force du diable dans l'espace quotidien et l'expansion des mouvements mystiques (Nigeria, Togo, Bénin, Kenya, ex-Zaïre);

- la prolifération des groupes de prière et des cultes de guérison (ex-Zaire, Congo, Cameroun, Côte d'Ivoire, Zambie);
- la montée des radicalismes religieux et leurs incidences socio-politiques (Algérie, Nord-Nigeria, Soudan...);
- le transfert des conflits dans le monde invisible et la résurgence de la sorcellerie dans le champ politique (Cameroun, Afrique du Sud);
- la manipulation du croyable comme facteur de contrôle social (groupes de prière; exorcismes et diabolisation de l'insécurité...).

La complaisance et la complicité de l'Etat en Afrique avec ces processus doivent retenir l'attention dans notre effort de compréhension des conflits au quotidien et de leurs modes de gestion. Manifestement, ces phénomènes ont une dimension politique. Pour ne prendre qu'un exemple précis, au Cameroun, les groupes ésotériques ont investi le pouvoir et n'hésitent pas à planifier les crimes rituels comme le montre l'assassinat du Père Engelbert Mveng inhumé sans son cerveau par le régime Biya fasciné par la magie.

Loin d'être isolés, ces crimes illustrent une violence quotidienne, de plus en plus banalisée. Ils doivent être reliés à l'ensemble des forces de mort qui s'emparent de l'Etat en Afrique. Celui-ci ne peut résister à la tentation d'annexer le religieux en vue du contrôle de la société globale. Cette tentation est grande dans les pays où les régimes en place se mobilisent pour recapturer et exploiter les situations conflictuelles explosives en médiatisant les scènes de violence. Il faut bien justifier la fascination de la vie quotidienne afin de créer un ordre social et politique favorable au maintien et/ou à la reconduction au pouvoir de dirigeants en mal de légitimité et de crédibilité populaires. A partir du sacré qui prolifère, l'Etat gère son rapport à la société en mettant l'imaginaire sous le joug. Dans cette perspective, on est tenté de se demander si l'expansion des nouveaux mouvements religieux où s'inventent les «industries de l'âme» ne renforcent pas les Etats aux

abois dans la mesure où ces mouvements réduisent la force de protestation des groupes de pression et empêchent les pauvres de faire acte de folie dans les conflits où ils n'ont rien à perdre. A cet égard, la revanche de l'irrationnel au cœur d'une modernité africaine en gestation n'est pas neutre. L'on doit s'interroger sur l'importance du religieux qui réinvestit le quotidien. Il y a là un élément à prendre en compte si l'on veut comprendre pourquoi, en dépit des apparences, le pire n'est pas sûr.

Car, en un sens, l'Afrique est une marmite qui bout. Tout peut arriver d'un moment à l'autre. Mais en dehors des explosions sporadiques et des moments d'effervescence marqués par les émeutes populaires, les dynamiques sociales à l'œuvre ne parviennent pas à se structurer en un vaste mouvement social capable de transcender la fragmentation des terroirs et d'intégrer ce qu'il est convenu d'appeler la société civile. On ne trouve pas de réponses vraiment révolutionnaires aux contradictions sociales.

Alors qu'elles mettent en cause la légitimité des systèmes politiques qui se mettent en place et s'organisent pour trouver leurs réponses aux problèmes de la pauvreté, tout se passe comme si les sociétés africaines élaboraient les mécanismes de gestion de conflits auxquels elles sont confrontées en permanence. Face à la dictature du marché, n'ont-elles pas tendance à se rabattre sur la famille et à repenser les voies d'accès à la modernité par la réinvention des rapports d'entraide et les obligations de parenté? (Antoine *et al.* 1995). Dans ce sens, on ne peut manquer de souligner l'ambiguïté du tissu associatif dont la renaissance contribue à l'insertion sociale des couches précarisées. On le voit: il est urgent d'identifier les logiques qui fonctionnent dans «les sociétés en grappe», de repérer les garde-fous, les poches de pouvoir qui se neutralisent dans les sociétés où malgré toutes les dissensions sociales, l'on retrouve des espaces de convivialité, et les nouveaux réseaux de solidarité alors même que les

contraintes socio-économiques fragilisent les liens familiaux traditionnels.⁵ Parmi les facteurs qui invitent à penser que les sociétés africaines se caractérisent par une sorte de refus d'aller jusqu'au bout de leur désir de «révolution», on ne peut négliger cet ultime bastion: la religion. Comme l'illustre l'exemple nigérian (Maringues 1996), celle-ci apparaît comme le corset sans lequel tout s'effondrerait en quelques semaines. Tel est le paradoxe: le potentiel conflictuel est énorme dans les sociétés africaines.

Ici, plus qu'ailleurs, la vie quotidienne est un parcours du combattant. Le plus étonnant, c'est qu'il n'y ait pas plus de violence et que cette énorme marmite sous pression n'explose pas plus souvent au moment même où la société se nourrit d'une culture de la marge où s'invente le quotidien.

Références

- Antoine Ph. *et al.*, 1995, *Les familles dakaroises face à la crise*, Paris, Orstom.
- Attanotu, A. (ed.), 1992, *Religion, State and Society in Contemporary Africa*, New York, Peter Lang.
- Bayart, J. F., 1996, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayart.
- Benga, Marie-Louise, 1997, «La dure corvée des enfants travailleurs» in *Le Soleil*, 9 septembre.
- De Certeau, M., 1990, *L'invention du quotidien: arts de faire*, Paris, Gallimard, p.65.
- Ela, J.M., 1994, *Afrique, l'irruption des pauvres: société contre ingérence, pouvoir et argent*, Paris, l'Harmattan.
- Ela, J.M., 1994, *Restituer l'histoire aux sociétés africaines. Promouvoir les sciences sociales en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan.
- Faure, V., 1995, «Résurgence de la sorcellerie dans le champ politique sud-africain, l'état du monde», Paris, *La Découverte*, pp. 554-555.

5 Voir, M. Pilon *et al.*, 1997, *Ménages et familles en Afrique: approches des dynamiques contemporaines*, Paris, CEPD; sur les résistances des cultures africaines au processus d'individualisation et les stratégies de capture des lambeaux de parenté, lire notre préface à cet ouvrage, pp. IX-X.

132 *Africa Development*, Vol. XXIV, Nos. 3 & 4, 1999

- Geschiere, P., 1995, *Sorcellerie et politique en Afrique: la viande de l'autre*, Paris, Karthala.
- Goffman, E., 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit.
- Javeau, C., 1984, «Prolégomènes prétendument méthodologiques à une sociologie du quotidien», in *Revue de l'Institut de sociologie*, 1-2.
- Jeune Afrique Economie*, no.143, mai 1991, «La rue prend le pouvoir», *Jeune Afrique Economie*, no.147, septembre 1991.
- Lefebvre, H., 1958, «Introduction» *Critique de la vie quotidienne*, Paris, L'Arche.
- Mamdani M. et Diouf M. (eds.), 1994, *Les libertés intellectuelles en Afrique*, Dakar, CODESRIA.
- Marignies M., 1996, «Lagos la violente», dans *Le Monde*, 5 janvier.
- Mbembe, A., 1985, «Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire», Paris, l'Harmattan.
- Mbembe, A., 1988, «Etat, violence et accumulation : leçons d'Afrique noire», Centre Lebreton.
- Mbembe, A., 1991, «Violence et pouvoir», *Politique africaine*, 42, juin.
- Mbembe, A., 1996, «Une économie de prédation: les rapports entre la rareté matérielle et la démocratie en Afrique subsaharienne», Centre Lebreton, no. 241, mars-avril.
- Mbembe, A., 1997, «La violence de l'informel», *l'Autre Afrique*, 9-15 juillet.
- Mbodj A., 1997, «Pikine : la psychose de l'insécurité demeure...» in *Le Soleil*, 10 septembre.
- Monga, C., 1994, *Anthropologie de la colère: société civile et démocratie en Afrique noire*, Paris, l'Harmattan.
- Ngandu, N.P., 1990, *Eglises nouvelles et mouvements religieux: l'exemple zaïrois*, Paris, l'Harmattan.
- Oosthuizen, G., 1992, *The Healer-Prophet in Afro-Christian Churches*, Leiden, Brill E. J.
- Pangop A. 1994, «Quand la pauvreté s'installe, l'amour s'échappe par la fenêtre», in *Génération*, no.003, 24-30 août.
- «Rap africain: la nouvelle vague», in *L'autre Afrique*, no.21, 15-21 octobre 1997, p.51.
- Sartre J. P., 1980, *L'Être et le néant*, essai d'ontologie phénoménologique, Paris, Gallimard.
- Simmel G., 1908, *Sociologie*, traduit en anglais sous le titre «Conflict and the Web of Group – Affiliations», 1955, New York.
- Soudan F., 1997, «Les marchands de sécurité» dans *Jeune Afrique*, no.1896 du 7 au 13 mai.
- Sud Quotidien* 1997, no.1310, 21, août, p.8.

Vari, C. C., 1988, «Les risques de la sociologie au quotidien» in *Revue de l'Institut de sociologie*, 1-2.

Zao, Anne-Sidonie, 1995, *Les ordures à Yaoundé: urbanisation, environnement et politique au Cameroun*, Paris, L'Harmattan.

Résumé: Dans quelle mesure le conflit est-il au cœur de la vie quotidienne en Afrique où des millions d'hommes et de femmes sont confrontés à la crise de l'Etat et de l'économie du fait des processus d'ajustement et de globalisation en cours? L'article souligne que les dynamiques de violences qui s'enracinent dans la vie quotidienne sont profondes et surtout mettent à jour la crise des fondements des sociétés africaines. Cette compréhension nous oblige à reconnaître le processus de «désenchantement» à l'oeuvre en Afrique contemporaine, à revenir aux logiques d'exclusion et de frustration qui affectent les populations précarisées, et à saisir les fondements des conflits dans la vie quotidienne en Afrique.
